DÉPARTEMENT DE L'EURE
MAIRIE DE SAINT SÉBASTIEN DE MORSENT

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 02 AVRIL 2025

L'an deux mil vingt-cinq et le deux avril, le Conseil Municipal légalement convoqué le vingt-quatre mars s'est réuni en la Salle du Conseil de la Commune, - Espace Gabriel Malard – Place Pierre Mendès France, en séance publique, sous la Présidence de Madame Florence HAGUET-VOLCKAERT Maire en exercice.

Etaient présents :

HAGUET-VOLCKAERT Florence
ORDONEZ Manuel
LEFEBVRE Myriam
JAMET Georges
OURY Agnès
MARIEL Jean-Bernard
MOINE Nathalie
PHILIPPE Martine
MIELOT Roger
FURON Chantal
VOLCKAERT Jean-Pierre
LAMY Véronique
COCHARD Jacques
COUDYSER Béatrice
BARTHUEL Chantal
GUIBERT Pascal
COUSIN Joël
VILLAIN Pascaline
CHEVALIER Jean-Pierre
MALARD Jean
DEMAY-THEBAULT Cécile
MATHURIN Christian
EKOKA Chantal
LE PAPE Laurent
LE BIGOT Didier
ROYER Régis

Absents excusés :

Mme. Stéphanie LERAY-LOUIS donne pouvoir à Mme Florence HAGUET-VOLCKAERT.
M. Guillaume DENIS donne pouvoir à M. Manuel ORDONEZ.
Mme Karine DESLANDES donne pouvoir à Mme Martine PHILIPPE.

Secrétaire de Séance : Véronique LAMY.

La séance est ouverte à 18 heures 35.

1 Adoption du compte-rendu de la séance du 20 novembre 2024.

Le compte-rendu sera rectifié en fonction des remarques de M. LE BIGOT ; il est adopté à l'unanimité, sous réserve de la prise en compte des remarques transmises. Le projet sera transmis à M. LE BIGOT.

2 Adoption du compte-rendu de la séance du lundi 03 mars 2025.

M. ROYER a adressé des remarques ce jour, dont Madame la Maire donne lecture. Ces réserves et l'ensemble du compte-rendu sont adoptés à l'unanimité.

3 Présentation du projet d'Office Municipal des Sports.

Madame la Maire introduit le sujet de l'Office Municipal des Sports (OMS) en expliquant que la dissolution de Saint Sébastien Sports va possiblement, mettre en difficulté certaines sections qui ne bénéficieront plus du soutien logistique et juridique de l'omnisport. Il s'agit donc de fournir un outil se substituant à l'organe dissous.

Monsieur MOREL, responsable du service des sports présente un projet de mise en place d'un OMS. Même si cette présentation n'est pas obligatoire, il semblait opportun que le conseil municipal soit informé.

L'association Saint-Sébastien Omnisports sera dissoute au 30 juin 2025. Il a été demandé au service des sports de réfléchir sur la mise en place d'un OMS.

Pour bien appréhender ce sujet, il convient tout d'abord de faire un état des lieux du sport à Saint-Sébastien-de-Morsent et de ses intervenants ; présenter en quoi consiste un OMS ; observer les différences entre un service des sports et un OMS et détailler les différents domaines de compétences.

À Saint-Sébastien de Morsent, trois entités interviennent au niveau des sports.

Le service des sports de la commune gère les installations sportives, assure partiellement l'enseignement des activités physiques et sportives auprès des scolaires, promeut la politique sportive de la commune et met en place les différents événements autour du sport, par exemple les foulées nocturnes.

Saint-Sébastien Sports se charge de la répartition, auprès des différents clubs, de la subvention municipale, apporte une assistance administrative et juridique aux clubs, contracte les assurances nécessaires, assure un contrôle financier et gère la communication des acteurs sportifs.

Les clubs encadrent les compétitions, assurent la formation de leurs éducateurs et entraîneurs, mettent en place des manifestations internes et représentent la commune au niveau national, régional ou départemental, au titre des compétitions auxquelles ces clubs participent.

Cela étant posé, qu'est-ce qu'un OMS.

L'OMS est une structure de concertation, de développement et de mutualisation. Il est au carrefour des activités physiques et sportives, avec tous les acteurs du mouvement sportif local, en reflet de la population et de la collectivité. L'office municipal des sports est un facilitateur d'échange et d'interaction entre les associations sportives et la collectivité. Il fédère les motivations et compétences associatives sur son territoire, pour construire des projets partagés.

L'OMS permet de renforcer les relations de confiance et de développer les capacités à travailler ensemble ; c'est un outil d'aide à la décision, en renforçant la légitimité et la pertinence des décideurs. L'OMS permet d'associer les compétences de professionnels salariés et de bénévoles.

L'OMS n'est en aucun cas la copie conforme d'un service des sports municipal.

Comme cela a été indiqué plus haut, le service municipal des sports encourage et promeut la politique sportive municipale. La Commune fait appel aux fonctionnaires territoriaux qualifiés, à des vacataires ou des contrats à durée déterminée, des apprentis, des alternants et éventuellement des services civiques. Ce service tire ses ressources du budget municipal, de subventions recueillies par suite de projets liés au Projet Social de Territoire, d'aides de la Région ou du Département.

L'OMS est une association type loi 1901 ; c'est une structure de concertation, de développement et de mutualisation. Elle est composée des associations sportives, d'élus, de membres du service des sports,

d'acteurs de l'éducation physique et sportive, de personnes qualifiées et de représentants des pratiquants. L'OMS tire ses ressources de la cotisation de ses membres, de subventions diverses et variées, de recettes provenant de manifestations qu'elle peut organiser et de toute ressource autorisée par la loi ; elle peut aussi bénéficier de mise à disposition de personnel (clubs & municipalité).

À la suite de la demande de M. ROYER, il est précisé que l'OMS doit représenter tous les acteurs locaux du sport.

Madame la Maire indique que pour l'heure, il s'agit d'une présentation reprenant les lignes de ce qu'est un OMS.

Actuellement, le service des sports communal assure les animations sportives (stages de vacances, écoles, multisports, sport et santé, activités découvertes). Il assure l'entretien des installations sportives, leur construction et gère les plannings au titre de l'enseignement des APS, il détermine avec les enseignants les cycles scolaires, met en place la semaine olympique et les activités telles que savoir rouler pour les déplacements cyclistes des enfants. Au titre de la politique sportive, il fait des propositions de manifestations, apporte un soutien aux clubs, assure le développement de l'handisport, collabore avec le service enfance-jeunesse et intervient au titre de la citoyenneté et de la prévention de la délinquance. Il mène la réalisation des projets sportifs locaux en appui et peut aussi être une aide à la recherche de financement.

Saint-Sébastien sports participe au forum des associations, met en place le trophée des sports, détermine et assure la répartition de la subvention municipale et est fédérateur d'énergie et de progrès. Saint-Sébastien sports assure aussi la communication et l'appui juridique auprès des clubs, notamment ceux qui disposent de salarié.

Les deux structures interviennent conjointement, notamment sur le conseil et l'aide à la décision pour les clubs. En revanche, personne n'assure la mutualisation des moyens techniques et la mutualisation des moyens humains.

Avec la création de l'OMS, les rôles seraient répartis comme suit : le service municipal des sports conserverait la gestion des installations sportives, l'enseignement des activités physiques et sportives et la promotion de la politique sportive municipale.

De son côté l'OMS prendrait en charge les animations sportives, leur organisation et leur mise en place, le conseil sportif en direction des clubs et le développement associatif. L'OMS n'intervient pas au niveau des compétitions qui restent de la seule prérogative des clubs.

Pour répondre à la question de M. MATHURIN, il subsistera, dans l'hypothèse où le projet soit validé, deux structures distinctes le service municipal des sports et l'office municipal des sports.

En matière de financement, le rôle de l'OMS serait prépondérant puisque cet organisme aurait la faculté de monter des dossiers de subventions lui apportant des ressources en propre, mais aussi des financements pour l'ensemble des clubs. Antérieurement Saint-Sébastien Sports ne menait pas ces actions, par manque de temps et de mobilisation sur d'autres sujets d'assistance aux clubs et aux sections.

Dans le cadre de l'activité de l'OMS, celui-ci aura la faculté de solliciter les élus municipaux pour que le service des sports apporte une aide logistique ou technique, selon des modalités qui seront définies ultérieurement.

Madame la Maire précise que, pour l'heure, aucune décision n'est prise quant aux modalités d'intervention des uns et des autres. La présentation de ce soir est destinée à informer le Conseil municipal sur la possibilité de la mise en place de cette nouvelle structure. L'objectif de la commune est d'apporter un soutien aux différentes sections sportives et notamment à celles qui en ont le plus besoin ou qui ne disposent pas d'une organisation interne suffisante. Par ailleurs, il importe que les clubs et les sections existants perdurent et ce malgré la disparition de Saint-Sébastien Sports omnisports.

Aujourd'hui la municipalité ne voit que des avantages à la mise en place de l'OMS, en revanche il appartiendra, dans l'hypothèse où cette solution est retenue, à la future structure de déterminer dans ses statuts, ses domaines d'intervention. La finalité de cette opération est d'apporter une aide aux clubs qui font face à une absence criante de bénévoles et à des demandes de plus en plus complexes des fédérations. Par

ailleurs, l'OMS devenant le porteur de projets, l'accès à des subsides financiers serait ouvert et permettrait de financer des opérations menées, actuellement par la commune et supportées à 100% par cette dernière.

Monsieur ROYER indique que cette solution paraît adaptée à la disparition à moyen terme de Saint-Sébastien sports omnisports.

M. MOREL précise que l'autre solution serait que le service des sports fournisse les mêmes prestations qu'un OMS mais cela se ferait au détriment d'autres actions ou interventions, ce qui pourrait pénaliser une partie des habitants, notamment les plus jeunes et les plus anciens.

Madame la Maire insiste sur la notion de subventions perçues par l'OMS et qui permettrait éventuellement de rémunérer une personne susceptible d'accompagner les clubs, dans les différentes démarches énumérées ci-dessus.

À la demande de Monsieur LE PAPE, il est précisé que comme toute association type loi 1901, l'OMS devra désigner un/e président, un/e secrétaire, un/e trésorier au sein du Conseil d'administration. Chaque représentant dispose d'une voix, la présence d'un élu municipal n'impose pas que celui-ci soit président et aucun membre n'a voix prépondérante.

Monsieur MATHURIN demande à quelle échéance cette structure pourra être mise en place. Madame la Maire indique que dans l'idéal, il faudrait pouvoir mettre en place un conseil d'administration en septembre, en profitant de la période de printemps pour préparer les statuts. Cela étant entendu que Saint-Sébastien sport arrêtera définitivement son activité fin juin 2025. Monsieur RABIET - Président de Saint-Sébastien sport a été informé de cette démarche et devrait la présenter à l'ensemble des sections.

Madame la Maire réitère la volonté de la commune d'apporter un soutien au monde associatif sportif. Aujourd'hui rien n'est arrêté, il reste notamment à préciser le nombre d'heures consacré par les agents du service des sports à la mise en place des missions d'accompagnement, en attendant que la structure OMS soit opérationnelle. En outre, un démarrage au mois de septembre permettrait de déposer des demandes de subventions pour 2026 et donc dégager des moyens financiers pour l'OMS.

Monsieur LE PAPE demande ce qu'il adviendra des salariés des clubs. Monsieur MOREL indique que les clubs restent souverains dans le choix de leurs salariés. En revanche, l'OMS pourra recruter des salariés qui lui seront propres, mais qui pourront éventuellement intervenir ou être mis à disposition des clubs qui en feraient la demande. L'OMS n'a aucun droit de regard, tant sur le recrutement de la personne, que sur les actions qui sont menées par les clubs auprès de différentes structures (écoles autres clubs fédération etc...).

La majorité municipale à qui ce projet avait déjà été présenté, avait donné un accord de principe pour poursuivre la démarche. A la faveur de ce Conseil municipal et de cette présentation, Madame la Maire sollicite l'avis de la minorité, qui elle aussi est d'accord pour continuer de mener la réflexion sur la création d'un OMS.

4 Présentation du compte administratif 2024.

Madame OURY précise que le Conseil municipal a reçu l'ensemble des documents budgétaires pour le compte administratif et le budget, mais se propose de faire une présentation simplifiée de l'ensemble des pièces transmises.

Pour le fonctionnement 2024 :

SAINT SEBASTIEN DE MORSENT - Fonctionnement 2024 - Compte administratif			
CHARGES CARACTERE GENERAL	1 364 666 €	ATTENUATION CHARGES	149 161 €
CHARGES DE PERSONNEL	2 083 785 €	PRODUITS DES SERVICES	337 040 €
AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	353 206 €	IMPOTS et TAXES	605 627 €
		FISCALITE LOCALE	2 139 646 €
CHARGES FINANCIERES	64 127 €	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 348 761 €
CHARGES SPECIFIQUES	1 069 €	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	95 775 €
		PRODUITS FINANCIERS	543 €

		PRODUITS SPECIFIQUES	752 €
		REPRISE AMORT DEPRECIATIONS	1 872 €
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 866 856 €	RECETTES FONCTIONNEMENT	4 335 039 €
OPERATIONS ORDRE	162 087 €	OPERATIONS Ordre Transfert	41 149 €
TOTAL DEPENSES	4 028 943 €	TOTAL RECETTES	4 719 875 €
SOLDE D EXECUTION EXCEDENT	1 051 595 €	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE N-1	360 663 €
	5 080 539 €		5 080 539 €

Pour l'investissement 2024 :

SAINT SEBASTIEN DE MORSENT - Investissement 2024 - Compte administratif			
OPERATIONS D'EQUIPEMENT	204 040 €	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	76 023 €
REMBOURSEMENTS EMPRUNTS	216 861 €	DOTATIONS FONDS DIVERS	65 318 €
		AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 829 €
DEPENSES INVESTISSEMENT	420 901 €	RECETTES INVESTISSEMENTS	400 511 €
OPERATIONS Ordre Transfert	60 456 €	OPERATIONS Ordre Transfert	181 393 €
TOTAL	481 357 €	TOTAL	581 904 €
SOLDE D EXECUTION N-1	262 269 €	SOLDE D EXECUTION	-161 722 €
RESULTAT CUMULE	743 626 €	RESULTAT CUMULE	581 904 €

Ce qui donne pour l'affectation du résultat :

RESULTAT ET AFFECTATION DE L'EXERCICE 2024

RESULTAT FONCTIONNEMENT	1 051 595,31 €
RESULTAT INVESTISSEMENT	- 161 722,17 €
TOTAL BUDGET	889 873,14 €
TOTAL DES RESTES A REALISER N-1	-131 186,80 €

(RAR INVESTISSEMENTS : DEPENSES 572 359,83 € /RECETTES 441 173,03€)

TOTAL	758 686,34 €	Report en fonctionnement R 002
INVESTISSEMENT	- 292 908,97	Affectation au 1068 en investissements
FONCTIONNEMENT	1 051 595,31 €	

Il y a des restes à réaliser importants, tant en dépenses qu'en recettes, notamment concernant le parc de glisse et la gendarmerie.

5 Budget – Bilan des cessions et acquisitions de 2024.

Au cours de l'année 2024, la commune n'a réalisé aucune cession ou acquisition.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve le bilan des cessions & acquisitions de l'exercice 2024.

6 Budget – Approbation du compte de gestion 2024.

Le compte de gestion 2024, présenté par le comptable public assignataire de la commune, est rigoureusement identique au compte administratif 2024 de la commune.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve le compte de gestion du comptable pour l'année 2024

7 Budget – Approbation du compte administratif 2024.

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE PAPE, LE BIGOT & ROYER s'étant abstenus, et hors la présence de Madame la Maire, le conseil municipal approuve le compte administratif pour l'année 2024.

8 Budget – Restes à réaliser 2024.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve les restes à réaliser 2024, tels qu'ils sont annexés au compte administratif.

9 Budget – Affectation du résultat 2024.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve la proposition d'affectation des résultats, tels qu'ils sont annexés au compte administratif.

10 Budget – Présentation du budget primitif prévisionnel 2025.

Madame OURY présente le projet de budget pour l'année 2025.

Pour le fonctionnement.

Section Fonctionnement 2025			
CHARGES CARACTERE GENERAL	1 242 386 €	ATTENUATION CHARGES	100 000 €
CHARGES DE PERSONNEL	2 198 724 €	PRODUITS SERVICES	330 500 €
AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	362 283 €	IMPOTS et TAXES	605 400 €
ATTENUATIONS PRODUITS	0 €	FISCALITE LOCALE	2 154 831 €
CHARGES FINANCIERES	82 207 €	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 344 049 €
CHARGES SPECIFIQUES	1 000 €	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	71 431 €
DOT AUX PROV DEPRECIATION	500 €	PRODUITS FINANCIERS	501 €
		PRODUITS SPECIFIQUES	0 €
		REPRISE AMORT DEPRECIATIONS	0 €
DEPENSES REELLES FONCTIONNEMENT	3 887 100 €	RECETTES REELLES FONCTIONNEMENT	4 606 712 €
OPERATIONS Ordre Transfert	157 248 €	OPERATIONS Ordre Transfert	48 011 €
VIRT SECTION INVEST	448 711 €		
TOTAL DEPENSES	4 493 060 €	TOTAL RECETTES	4 654 723 €

	RESULTAT FONCT N-1 REPORTE	758 686 €
4 493 060 €		5 413 410 €

Madame la Maire répond à l'interrogation de Monsieur ROYER sur les augmentations de charges de personnel. Elle précise qu'il y a une augmentation du smic en novembre 2024 qui va se répercuter sur l'année complète 2025, il y a une augmentation de la cotisation CNRACL de 30 000 €, les dépenses liées au recensement de la population pour une somme de 17000 €, le recrutement de l'agent d'entretien des installations sportives. Il est aussi prévu un recrutement supplémentaire aux services techniques pour 21 000 €. Il est aussi inscrit des remplacements potentiels dans les cantines et pour l'accueil périscolaire, les chèques de Noël pour le personnel, le glissement vieillesse technicité.

Pour l'investissement :

Section Investissement 2025			
INVESTISSEMENTS 2025	783 835 €	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	200 000 €
		EMPRUNTS NOUVEAUX	150 000 €
REMBOURSEMENTS EMPRUNTS	232 400 €	DOTATIONS FONDS DIVERS	106 422 €
		AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 863 €
		EXCEDENT FONCTIONNEMENT	292 908 €
		CAPITALISE	
DEPENSES REELLES INVESTISSEMENT	1 016 235 €	RECETTES REELLES INVESTISSEMENTS	751 195 €
OPERATIONS Ordre Transfert	48 011 €	Virt de la section de fonctionnement	448 711 €
		OPERATIONS Ordre Transfert	157 248 €
TOTAL	1 064 246 €	TOTAL	1 357 155 €
SOLDE EXECUTION REPORTE	161 722 €		
RAR	572 359 €	RAR	441 173 €
TOTAL DEPENSES	1 798 328 €	TOTAL RECETTES	1 798 328 €

Concernant les subventions, seule l'aide du Département pour la gendarmerie d'un montant de 200 000 € a été inscrite : pour mémoire 100 000 € apparaissent dans les restes à réaliser, ainsi que le fonds vert pour 78 200 €. Bien évidemment, d'autres subventions seront sollicitées. Mais le budget a été construit sans recourir à ces subsides qui restent, pour l'instant incertains. Les subventions qui peuvent être accordées iront abonder les recettes 2026.

Madame OURY détaille ensuite les investissements prévus, à savoir :

Programme 202 – Travaux bâtiments & achats matériels scolaires

Traçage du parking côté tennis pour plus de sécurité.

Rénovation & mise aux normes de la cour de récréation vieille de 23 ans. (Mise aux normes, reverdissement, effacement des zones les moins accessibles) ; la réflexion a été menée avec les enseignants, les agents municipaux, les associations de parents d'élèves

Réhabilitation des sanitaires extérieurs.

Mise en place de mobilier plus moderne et plus facile à déplacer pour le personnel d'entretien.

Programme 203 – Acquisition de matériel de mairie

Achat d'un écran interactif pour la salle du conseil pour les présentations et les visioconférences.

Changement des tables de la salle du conseil, pliables et modulables pour faciliter le travail des agents techniques et des agents d'entretien.

Acquisition d'une tente pour l'enfance jeunesse.

Programme 267 – Acquisition de matériel technique

Matériel pour les services techniques, outillage et espaces verts.

Programme 268 – Acquisition de matériel sportif

Acquisition de matériel pour les éducateurs sportifs.

Mise en place d'un local pour le terrain de tir à l'arc extérieur.

Achat d'une autolaveuse pour les gymnases faisant suite à la reprise en régie de l'entretien.

Programme 271 – Acquisition de panneaux de signalisation

Achat de signalisation lumineuse.

Programme 278 – Travaux sur bâtiments communaux

Rénovation des essentages du gymnase PDC pour éviter les fuites.

Acquisition d'un congélateur pour le CCAS.

Programme 279 – Travaux sur l'école Marie Laurencin.

Remise en état des sols de la cour pour le confort des enfants, des enseignants et du personnel communal.

Programme 281 – Aire de jeux

Acquisition de modules de fitness.

Programme 282 – Cimetière

Réalisation d'un parking entre le lotissement et le cimetière pour les cérémonies et l'accueil des familles en corrélation avec l'aménagement de la rue des Charitons.

Programme 283 – Salle des fêtes

Acquisition d'un piano de cuisson électrique pour remplacer celui au gaz, plus moderne et plus sécurisant.

Achat de matériel pour l'office.

Programme 287 – Espaces verts.

Acquisition de tables de pique-nique pour l'espace Marie Laurencin en compléments des aménagements déjà réalisés.

Programme 289 – Médiathèque

Achat d'un support de communication lumineux.

Acquisition de grilles d'exposition supplémentaires.

Programme 293 – Travaux de voirie.

Fin de l'effacement des réseaux aériens dans le secteur de la Croix Blanche.

Déménagement de la vidéoprotection du poste de police vers la mairie en préfiguration des travaux de la gendarmerie.

Rénovation de l'éclairage de la place PMF et de l'espace Gabriel Malard.

Programme 294 – La K’Bane

Achat de mobilier pour les locations.

Programme 296 – Gendarmerie.

Concernant la dette :

DETTE AU 31 12 2024	
MONTANT NOMINAL TOTAL DES EMPRUNTS EN COURS AU 31 12 2024 :	4 468 114,01
CAPITAL RESTANT DU TOTAL AU 31 12 2024 :	2 459 104,50
ANNUITE 2024 :	232 400,28

Il conviendra de rajouter l’emprunt de 300 K€ pour la gendarmerie.

11 Budget – Vote des taux communaux 2025.

Pour l’année 2025, il est proposé de ne pas augmenter les taux communaux pour les taxes foncières bâties, non bâties et la taxe d’habitation.

Les taux proposés sont :

Taxe d’habitation sur les Résidences Secondaires	12,13 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	39,82 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	83,89 %

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE PAPE, LE BIGOT & ROYER s’étant abstenus de se prononcer, le conseil municipal approuve les propositions de taux communaux pour l’année 2025, tels qu’ils sont définis supra.

12 Budget – Vote des tarifs communaux 2025.

Les tarifs communaux 2025 restent identiques à ceux de 2024, hormis le forfait ménage de location des salles communales (salle des fêtes, salle des associations & K’Bane qui passent à 350 €).

Madame la Maire indique qu’un nouveau devis a été demandé à l’entreprise prestataire. En 2024 le coût était de 250€, il est passé en 2025 à 350 €. Bien évidemment, le prestataire n’intervient que si le ménage a été imparfaitement réalisé ou non effectué.

Monsieur MATHURIN demande, si le dépôt de garantie demandé pour la location de la salle des fêtes, a déjà été utilisé.

Madame la Maire indique qu’il a été mobilisé une fois pour des utilisateurs qui avaient réalisé un barbecue à l’intérieur de la salle. Pour un autre problème, les personnes ont fait fonctionner leur assurance et à une troisième occasion, ils ont assuré eux-mêmes la réparation à leurs frais.

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE PAPE, LE BIGOT & ROYER s’étant abstenus, le conseil municipal approuve les propositions de tarifs 2025.

13 Budget – Vote des subventions aux associations 2025.

À la suite des demandes déposées par les différentes associations locales, il est prévu un passage de 87 000 € à 90 000 €.

NOM de l'ASSOCIATION	Subventions proposées
SAINT SEBASTIEN SPORT	39000
AEP le SENTIER	41000
LA CHORALE de ST JEAN	300
ASSO CULTURELLE	800
CREA MARCHE	350
COOL EURE	400
PETANQUE	1100
LES SENIORS	3000
AISE	100
L'EXCUSE	400
LES VALETS DU ROI	150
COMITE DES FETES	2600
PROMOOV ART	800
	90000

Toutefois, l'attribution définitive de certaines de ces aides sera subordonnée à des conditions légales à savoir :

- Pour le comité des fêtes, il faudra que l'association ait fourni le budget 2025 et les comptes 2024.
- Pour Saint Sébastien Sports, considérant la dissolution de l'association omnisports à compter du 30 juin 2025, seule une quotité de la somme prévue sera versée ; le solde sera suspendu à la création en associations des sections Tennis de Table, Basketball & Handball. Les subsides ne seront versés, pour ces deux structures, que sur présentation des nouveaux statuts déposés et validés par la Préfecture, ainsi que des comptes-rendus des assemblées générales constitutives, accompagnées des compositions des bureaux.

Monsieur LE PAPE demande comment ont été calculés les montants qui sont affichés. Madame la Maire souligne que pour Saint-Sébastien Sports, il a été répondu à la demande ; le montant attribué est conforme à ce qui était sollicité. Par ailleurs, il était compliqué cette année du fait de la situation de Saint-Sébastien Sports de mettre en place les contrats d'objectifs. Aussi, on ne peut demander aux autres associations notamment le Sentier ce que l'on ne demande pas à Saint Sébastien Sports. Saint-Sébastien Sports n'a pas demandé plus. En outre, dans le cadre de la dissolution de Saint-Sébastien Sports, il y aura à distribuer les réserves financières existantes, qui seront réparties entre les diverses associations et clubs créés, pour leur permettre de régler des prestations que Saint-Sébastien Sport effectuait précédemment : par exemple les assurances. C'est Saint-Sébastien Sports qui déterminera les critères de répartition.

Par ailleurs, il est évident que dans le futur, les associations nouvellement créées, devront supporter des frais supplémentaire pour le fonctionnement de leurs activités.

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE PAPE, LE BIGOT & ROYER s'étant abstenus, le conseil municipal approuve les propositions de subventions aux associations telles qu'énoncées supra, ainsi que sur les conditions d'attributions édictées pour certaines structures.

14 Budget – Demandes de fonds de concours 2025 à l'EPN et autres financements.

Dans le cadre du budget et pour certaines opérations, la commune peut être éligible à des aides de l'État, du Département ou de la Communauté d'Agglomération d'Evreux Portes de Normandie.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal autorise Madame la Maire ou son représentant à solliciter l'ensemble des subventions auxquelles la commune peut prétendre.

15 Budget – Vote du budget 2025.

Madame DEMAY THEBAULT donne connaissance de la déclaration suivante :

« Madame la Maire,

Comme chaque année, le vote du budget est un moment important pour une municipalité. Il permet de faire un bilan des actions menées, de projeter des actions futures et prioritaires. Enfin, il exprime dans ses grandes lignes un projet politique. Dès lors, l'équipe de l'opposition que je représente ne peut que vous exprimer son point de vue, et vous vous en douterez, son désaccord.

Ce désaccord, nous vous remercions de bien le considérer, n'est pas ici une affaire de principe ou de position arrêtée et non réfléchie. Nous avons toujours souhaité être (et pensons l'avoir été) ouverts et prompts à la discussion et au débat. Nous noterons malheureusement que les discussions portées en cette salle n'ont eu lieu qu'avec vous et 2-3 membres de votre équipe, l'ensemble de vos colistiers étant globalement caractérisé par un assourdissant mutisme.

Néanmoins, nous retiendrons tout de même du positif en ces temps où le débat démocratique est, par ailleurs, mis à mal.

Aussi, au nom de l'opposition, nous tenions par ce discours à, dans un premier temps, saluer les efforts qui ont pu être faits dans la communication et la vulgarisation de certains sujets abordés en conseil ou en commission. Ce fut notamment le cas pour Mme Agnès OURY, dès qu'il s'agissait d'expliquer des points financiers, ou de vous-même, Madame la Maire, pour certains dossiers importants. En cela, nous vous en remercions sincèrement.

Ces discussions n'ont cependant pas effacé les désaccords et interrogations que nous avons pu exprimer et avons encore. Le Débat d'Orientations Budgétaires a ainsi mis en avant plusieurs points que nous déplorons de nouveau.

En effet, le Budget 2025 que vous présentez se caractérise par des investissements limités à des petites opérations et par un manque d'ambition forcément limité par le projet de gendarmerie.

De nouveau, comme ce fut le cas par exemple en 2020, vos investissements (hors gendarmerie) portent pour 40 % sur l'entretien de l'existant, des rénovations de bâtiments, entendu pas là des réparations.

En effet, nous parlons ici de la rénovation comme une remise à neuf de l'existant, et non une rénovation telle que nous nous l'entendons, à savoir une transformation de l'existant dans le but de l'améliorer.

Le reste de l'investissement portant sur la voirie (37%) et l'achat de matériels (13,5 %), il reste peu de disponibilité pour Investir, avec un grand I !

En effet, (mais ce budget n'est que le reflet des précédents) aucun projet novateur n'apparaît.

Dans nos écoles par exemple, quel réaménagement est prévu pour les économies d'énergie et l'isolation des bâtiments ? Quel projet d'aménagement des cours d'école est prévu pour favoriser un meilleur partage de l'espace récréatif entre les filles et les garçons ? A l'heure où notre société se caractérise par une polarisation des genres et un retour en force du sexisme et des discriminations.

Qu'est-il fait pour la débitumisation et la végétalisation des cours d'école, de nos espaces communs ? A l'heure où le dérèglement climatique nous oblige à une adaptation de nos lieux de vie.

Aucun projet de développement de ce type n'est prévu pour la commune.

En lieu et place, le projet d'avenir est l'installation d'une gendarmerie.

Une gendarmerie qui n'est pas l'arbre qui cache la forêt mais l'arbre qui cache le désert et masque la pauvreté des investissements, pompant les ressources utiles et nécessaires à notre territoire local.

Car il s'agit ici d'un projet dont l'objet dépasse notre territoire, la gendarmerie ayant vocation à rayonner sur un territoire de 15 communes. Mais un projet dont seul Saint Sébastien de Morsent va porter la charge durant plusieurs dizaines d'années, sans garantie aucune que cette charge ne perdure pas au-delà des

prévisions. Prévisions qui pourraient être jugées par quelques-uns d'incertaines. Vous l'aurez compris, nous ne partageons pas les choix de la municipalité qui place en priorité depuis le début de son mandat des projets sécuritaires alors que tous les indicateurs de bien-être montrent que les citoyens de tous âges ont besoin de se retrouver ensemble, dans la mixité et le partage, dans des activités sportives, culturelles, associatives et non pas simplement à se morfondre dans un sentiment d'insécurité permanente.

En plus des 800 000 € prévisionnels de la gendarmerie, vous avez dépensé plus de 170 000 € dans des caméras de vidéo protection sur la commune mais dans le même temps perdu une équipe de Police Municipale dont l'action aurait probablement pu permettre une autre façon d'envisager la sécurité de nos concitoyens. Cela n'a pas été le cas, et ne vous engage pas complètement dans ce bilan. Mais cela ne nous retire pas l'idée que la sécurité repose avant tout sur la prévention, la proximité, et sur la force du collectif, du vivre ensemble.

Un autre point dont l'absence est à souligner dans le budget concerne le ramassage des déchets verts et des encombrants sur notre commune qui, pour rappel, est la 2eme commune la plus peuplée d'EPN. Nous avons bien conscience que cette décision relève de la compétence d'EPN mais la mairie est représentée au Bureau politique de l'EPN et elle avait donc la possibilité de s'y faire entendre, de proposer des alternatives à la gestion mise en œuvre par l'agglomération, ou d'apporter des réflexions et des solutions locales sur cette thématique.

Enfin, vous faisiez état lors du Débat d'Orientations Budgétaires d'un mandat, le vôtre, marqué du signe du désendettement.

Cette conclusion après 5 ans de mandature est un paradoxe complet alors même que vous aviez mis en avant dès 2020 la bonne santé financière des comptes de votre prédécesseur dont vous êtes sans conteste la successeuse et avez, dans la continuité, poursuivi le chemin.

L'opposition n'a eu de cesse de relever le problème de la dette encourue par la municipalité actuelle, dans la continuité de l'équipe précédente de M. GROIZELEAU. Ce dernier n'avait d'ailleurs pas manqué de fustiger nos propos dont il ressort aujourd'hui, par votre intermédiaire, que ces propos étaient pourtant avisés. Vous avez en effet mentionné lors de dernier Conseil Municipal que « sur ce mandat, la commune a dû se désendetter ». Vous avez même parlé de « mandat du désendettement progressif ».

Vous avez confirmé par ces propos nos analyses et ce que nous indiquons depuis 5 ans.

Or, le remboursement des dettes limite de fait un investissement ambitieux. Trop peu a été fait ou est envisagé dans des projets de développement de la commune qui soient adaptés à la transition que notre société doit impérativement mettre en œuvre pour l'avenir, pour le vivre ensemble, la jeunesse, les déplacements doux et la transition écologique.

Nous restons convaincus que ce budget n'apportera pas les améliorations nécessaires au quotidien des habitants de notre commune.

En cela, vous comprendrez, madame la Maire, que nous décidons de nous opposer au budget que vous proposez. »

Monsieur JAMET prend à son tour la parole :

« Nous avons à nous prononcer ce soir la validité du budget communal pour l'année 2025, ce budget élaboré comme le veut la réglementation par Madame la Maire, avec le concours de l'adjointe chargée des finances et des services financiers,

Ce budget, a été conçu dans le respect des objectifs et des priorités de la politique municipale, il a été recherché toutes les économies possibles.

Ce budget anticipe les charges potentielles et minimise les recettes incertaines, les prévisions ne sont pas excessivement optimistes, mais basées sur des données, il n'est inscrit que des recettes réalistes dont on est sûre de les avoir ; c'est un principe d'intégrité qui renforce la confiance dans la gestion financière locale.

Je voudrais féliciter toutes celles et ceux qui ont contribué à nous présenter ce budget véritable et sincère, ce qui nous permet également de constater notre capacité d'autofinancement suffisante ce qui augure des années à venir pleines de projets réalisables ».

Monsieur ORDONEZ poursuit à son tour en indiquant que l'endettement était nécessaire au regard de l'augmentation de la population et le désendettement l'est tout autant. Les investissements étaient indispensables pour répondre aux besoins des nouvelles populations.

Si l'on s'intéresse au fonctionnement de la collectivité, il faut comprendre qu'une commune, c'est comme un ménage, lorsque l'on effectue des travaux, il faut quelques années pour en absorber le coût.

S'agissant de l'absence de travaux pour le bien de la planète, la commune se doit d'entretenir son patrimoine et d'y apporter des améliorations, ce qui a été fait depuis le début du mandat. Un bilan complet sera fait et l'on verra que la photo du départ est bien différente, de la situation actuelle.

Madame la Maire précise que tous les investissements engagés avant 2020 étaient nécessaires pour accueillir de nouveaux habitants, dans de bonnes conditions. Par ailleurs, l'endettement n'est pas synonyme de situation financière instable, dès lors qu'il est maîtrisé, ce qui était et est toujours le cas ; nos autorités de tutelle auraient tôt fait de nous rappeler à l'ordre en cas de manquement à nos obligations. Enfin, s'agissant du silence de la majorité lors des séances de conseils, elle indique que les dossiers sont examinés et discutés en amont des réunions, avec sérieux et échanges démocratiques.

Elle poursuit sur l'intervention suivante :

« Mesdames, Messieurs, Chers Collègues,

En ce 02 avril 2025, le conseil municipal va voter le dernier budget de la mandature.

Comme vous le savez, ce mandat 2020-2026 n'a pas démarré sous les meilleurs auspices avec la crise de la COVID 19, ne nous permettant pas de commencer nos travaux dans de bonnes conditions.

Puis, nous avons connu l'impact de la hausse du coût de l'énergie, les conséquences du conflit ukrainien, la crise gouvernementale consécutive à la dissolution décidée par le Président de la République.

Autant de facteurs qui ont perturbé la vie de nos collectivités et par effets induits, de nos concitoyens.

Malgré cela, ensemble, nous avons continué à travailler pour le bien de nos administrés.

Certes, ce mandat aura été beaucoup moins flamboyant que les trois précédents ; ceux de Serge Bontemps et du regretté Bruno Groizeleau.

Tous les deux, parce que cela était utile et nécessaire, ont porté de très importants projets, tels que la finalisation de la construction de l'école Leforestier, la création du pôle de la mairie, l'édification du Boumerang, la rénovation de la K'Bane, l'aménagement du stade Jacques Simon, la construction du gymnase Pierre Janvier.

Tous ces équipements ont, sans aucun doute, embelli la commune, permis de développer des activités, amélioré le confort des usagers et des agents.

Pour notre part, nous nous sommes évertués à continuer dans cette voie, avec des projets moins prestigieux mais toujours nécessaires ou répondant à des besoins de la population.

Ainsi, nous avons créé de nouvelles aires de jeux publiques ou dans les cours d'écoles, rénové des bâtiments scolaires, apporté des outils d'enseignements modernes dans nos écoles, amélioré la sécurité incendie dans les bâtiments et les espaces publics, amélioré l'éclairage public, en bref remis à niveau des éléments du patrimoine communal qui avaient besoin de cette prise en charge.

Tout cela dans un contexte économique contraint, avec un autre objectif d'accélérer le désendettement de la commune et de redonner un second souffle à nos finances.

Cela a été réalisé avec succès puisque les services de l'État en charge des finances reconnaissent le travail effectué.

Mais cela n'a été possible qu'avec l'investissement de tous ; les élus d'abord qui ont dû parfois faire des choix compliqués. Grâce aux agents de la Commune qui ont supporté, au quotidien, le serrage de boulons pénible mais indispensable.

Ces engagements portent aujourd'hui leurs fruits et il est plus que normal, que ceux -ci soient remerciés et le budget 2025, va apporter des améliorations dans leurs conditions de travail.

On pourrait me dire que ce budget ne comporte pas, hormis la gendarmerie, de projets d'importance ou qui pourraient faire la une des journaux.

Je rappellerai seulement, que les élus que nous sommes et particulièrement les maires doivent gérer les finances en bon père, en l'occurrence en bonne mère de famille.

C'est ce que nous avons fait et nous ne pouvons que nous en féliciter.

Grâce au travail d'Agnès OURY, de Sylvie GILLES et de ses collègues, nous laissons à l'équipe municipale suivante, une situation financière saine, qui lui permettra d'envisager sereinement le chemin vers les années 2030. La gendarmerie amènera plus de sécurité, l'aménagement du centre bourg améliorera la circulation de tous les types d'usagers et répondra aux enjeux écologiques. Les interventions sur le bâtimentaire sont certes importantes, mais tous les maires d'EPN sont d'accord pour dire qu'il y a tellement de priorités et de choses à gérer, que l'isolation des bâtiments passe au second plan ; les communes étant peu aidées dans ce domaine. Le passage du chauffage urbain dans notre commune sera aussi un enjeu à méditer. Merci. »

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE PAPE, LE BIGOT & ROYER votant contre, le conseil municipal approuve le projet de budget pour 2025.

16 Conseil Municipal – Dénomination d'un lieu au nom de M. Bruno GROIZELEAU.

Il est proposé au Conseil Municipal, de rendre hommage à M. Bruno GROIZELEAU, en dénommant un lieu de la commune, à son nom. Il a participé activement à la réalisation des équipements tels que le Bouteranger, le stade Jacques SIMON, le terrain de tir à l'arc et celui de pétanque, la réhabilitation de la K'Bane et le gymnase Pierre Janvier.

Avec l'accord de sa famille, il est proposé de dénommer cet espace : « Espace culturel & sportif Bruno GROIZELEAU ». Le panneau sera implanté rue du Sentier au niveau de la médiathèque.

Madame EKOKA demande s'il est prévu d'autres lieux pour rendre hommage aux maires précédents.

Madame la Maire indique que de nombreuses rues portent le nom des anciens maires, que l'espace face à la mairie s'appelle l'espace Gabriel Malard. Pour Monsieur Didier LAFFEACH, il n'existe pas de lieu. Madame la Maire propose qu'on baptise le parc de glisse de son nom. On peut aussi, à plus long terme, mener une réflexion pour éventuellement rebaptiser la rue des écoles du nom de Monsieur Didier LAFFEACH.

Après en avoir délibéré à la majorité, Mme DEMAY-THEBAULT, M. MATHURIN, Mme EKOKA, MM. LE BIGOT & ROYER s'étant abstenus, le conseil municipal approuve la proposition de dénomination telle qu'exprimée supra.

17 Informations.

Madame la Maire passe aux questions de l'opposition :

Avant de passer aux questions posées avant cette séance, elle répond à une question de la séance précédente concernant le remplacement des conseillers communautaires. La loi du 26 juin 2023 a modifié les modalités de remplacement des conseillers communautaires démissionnaires avant cette loi les conseillers communautaires démissionnaires étaient remplacés à parité depuis c'est le suivant fléché sur la liste sans distinction de sexe qui prend la place. Monsieur CRISTOBAL ayant démissionné en février 2023 il était normal qu'il soit remplacé à parité.

Quel est le bilan de la mise aux normes de la commune concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ?

Est-ce qu'aujourd'hui une personne en situation de handicap (en fauteuil, non voyante, ...) a la possibilité de se déplacer et de se rendre dans n'importe quel bâtiment, publique ou non, en toute autonomie sur Saint Sébastien de Morsent ?

Si ce n'est pas le cas, des mesures vont-elles être prises ? Si oui, lesquelles ?

Madame Lamy remercie pour cette question relative au handicap et précise que cette journée du 2 avril est la journée mondiale de l'autisme.

La loi du 11 février 2005 comprend un volet relatif à l'accessibilité.

Dès lors, tous les bâtiments ou espaces construits ou réhabilités doivent être conformes aux dispositions réglementaires.

S'agissant du patrimoine communal :

La mairie et salle des associations

La K'Bane

Le Boumerang

La Maison du Papillon

Le gymnase Pierre Janvier

L'espace du square de la Fraternité et le parvis de l'église.

Tous ces éléments du patrimoine sont conformes et accessibles ; les travaux ont fait l'objet d'une validation par la commission préfectorale ad hoc.

Pour les autres édifices construits avant 2005, à savoir les deux écoles, le local jeunes, la salle des fêtes et le gymnase Pierre de Coubertin, les opérations d'ADAP ont été effectuées.

Seul le groupe scolaire Leforestier au regard de sa capacité d'accueil devait faire l'objet d'un diagnostic. Celui-ci a été fait en septembre 2024 par un organisme agréé. La conclusion est que seule la cour de récréation élémentaire présente des points à rectifier, cela est prévu dans les travaux de rénovation 2025.

Concernant le stationnement et la circulation des personnes PMR aux abords des établissements, la commune répond aux normes, malgré tout l'EPN et la mairie travaillent sur le stationnement.

Enfin, sur la voirie et les trottoirs, la triple domanialité Département, EPN, Commune induit selon les cas, l'intervention unique ou multiple des collectivités.

L'EPN apporte son ingénierie, en soutien des communes dans les programmes de réhabilitation des voiries et trottoirs. A ce titre, le projet de réaménagement du centre-bourg comporte un volet accessibilité et déplacements doux.

Au 1^{er} janvier 2024, nous avons 25,3 % de logements locatifs sociaux, la commune répond donc aux dispositions réglementaires.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 20.

La secrétaire de séance

La Maire

Véronique LAMY

Florence HAGUET-VOLCKAERT.